

Réforme des retraites réforme des lycées pros : même combat !

La ministre déléguée Carole Grandjean, en charge de l'Enseignement et de la Formation professionnelle auprès du Ministre du Travail O. Dussopt, devait être en visite à Toulouse, ce vendredi 21/04/23, au lycée Hôtelier de Toulouse.

Comme à chaque déplacement de ministre, la FSU, avec l'intersyndicale interprofessionnelle, prévoit un accueil revendicatif pour réaffirmer que la page retraite n'est pas tournée et que le gouvernement doit renoncer à cette réforme injuste.

Aujourd'hui, la venue de Carole Grandjean revêtait un caractère particulier au regard du lien tenu entre la loi sur les Lycées Professionnels annoncée par E. Macron et portée par Carole Grandjean, et la réforme des retraites. C'est pourquoi le SNES-FSU, le SNUEP-FSU, le SNEP-FSU, le SNETAP-FSU avec l'intersyndicale Education académique (SNES-FSU, SNUEP-FSU, SNETAP-FSU, CGT Educ'Action, CGT Agri, Sud Education, Solidaires Sud Rural Territoires, SE-UNSA, SGEN-CFDT, FNEC-FP-FO, SNETAA-FO, SNALC) avaient préparé un rassemblement unitaire.

Ces deux lois participent d'un même objectif : faire travailler plus, plus tard les seniors, plus tôt les plus jeunes, au détriment de leur vie globale. Une loi sur les Lycées Professionnels intégrée à une Loi Travail fait craindre un basculement complet d'une partie du Second degré de l'Education nationale au ministère du Travail. La ministre et le président veulent transformer la voie professionnelle scolaire sur le modèle de l'apprentissage. Une telle formation qui serait largement placée aux mains des seuls employeurs, et réduite à la reproduction de simples gestes professionnels, met en péril la capacité des élèves à des évolutions professionnelles ultérieures choisies

La volonté d'adaptation immédiate au marché local de l'emploi sur lequel elle repose représente un risque d'assignement à résidence géographique et sociale d'une large partie de la jeunesse, majoritairement issue de milieux sociaux les plus défavorisés. Elle tourne pour nous le dos à l'ambition d'une éducation réellement émancipatrice telle que la portent au quotidien les collègues exerçant dans les Lycées Professionnels, et dessine également pour elles et eux la menace de fermeture d'établissements comme à Paris ou dans la région Grand Est, et menacent leurs statuts et leurs emplois.

C'est plus d'école et mieux d'école dont les élèves ont besoin pour sécuriser leur avenir scolaire et professionnel, et certainement pas de plus de stages en entreprise, pour lesquels les mobilisations unitaires de cet automne ont révélé des difficultés majeures.

Malgré cela et comme pour la réforme des retraites, la ministre et le gouvernement continuent de piétiner les besoins exprimés par les personnels, et leurs organisations syndicales, et de les mépriser.

Finalement, Carole Grandjean craignant la contradiction et les casseroles, qui sont pourtant de simples outils de travail pour les PLP, a renoncé à sa visite...

Quoi qu'il en soit, la FSU et ses syndicats nationaux resteront mobilisés, et appellent à faire du 1^{er} mai une journée de manifestations massives et populaires contre ces réformes brutales et injustes.

Contact :

Cécile Amalric,
Pierre Priouret,